

Annexe 7.1 : Contexte agricole régional, départemental et communal

I. L'agriculture à l'échelle régionale et départementale

L'ensemble des informations ci-dessous provient des publications de l'Agreste, suite aux recensements agricoles de 2000 et 2010.

1. Des exploitations moins nombreuses, et plus étendues

Le nombre d'exploitations en 2010, y compris les pâturages collectifs, est de 6 395 dans la Drôme, soit 10,2 % du total régional. Ces exploitations occupent 199 500 ha de Superficie Agricole Utilisée (SAU), représentant 30,4 % de la superficie du département.

Entre 2000 et 2010, plus du quart d'entre-elles ont disparu, soit 2 498 exploitations agricoles. Cette baisse est équivalente à celle observée au niveau de la région, de l'ordre de 28 %. Elle touche aussi bien les petites exploitations que les moyennes et les grandes. La SAU a diminué quant à elle de 11,6 % entre 2000 et 2010. Cette diminution est plus forte qu'en France métropolitaine (- 3,2 %) et qu'en région Auvergne-Rhône-Alpes (- 5,8 %).

Globalement, la concentration des exploitations du département se poursuit, mais à un rythme moins soutenu que dans le reste de la région. Elle s'accompagne d'une augmentation de la SAU par exploitation, qui passe de 26 ha en 2000 à 32 ha en 2010, la moyenne régionale étant de 47 ha par exploitation en 2010.

La figure suivante présente la répartition des exploitations agricoles du département selon leur potentiel de production, en trois catégories : les petites exploitations (potentiel de production inférieur à 25 000 €), les moyennes (potentiel de production entre 25 000 et 100 000 €) et les grandes (potentiel de production supérieur à 100 000 €).

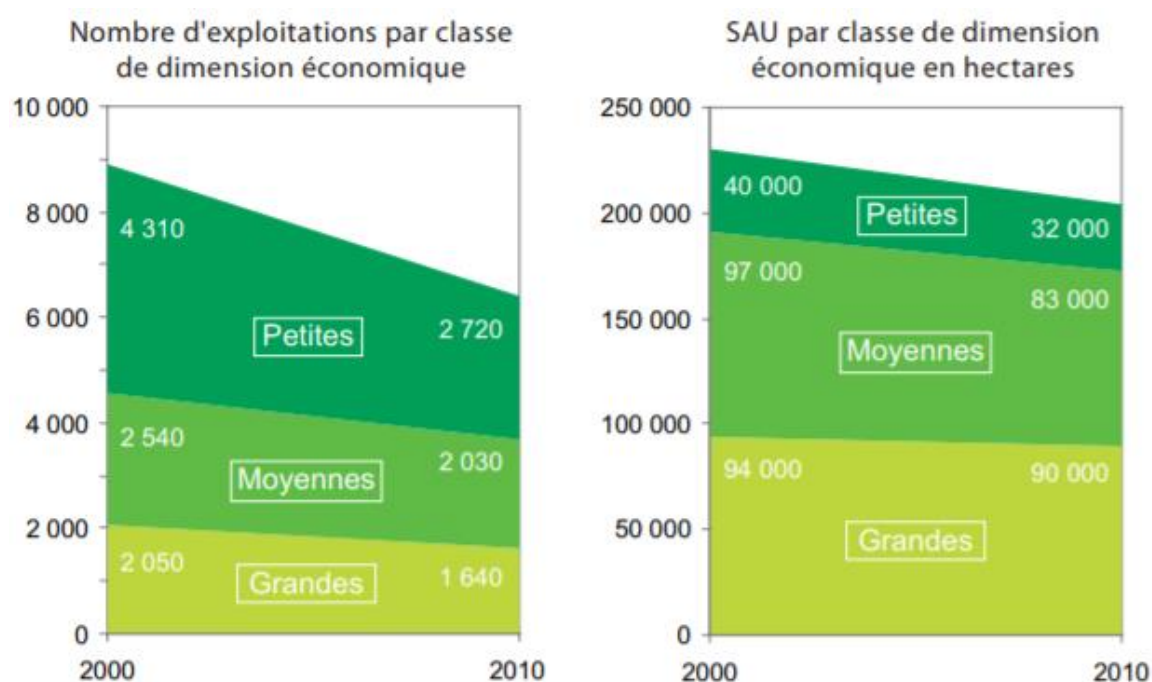


Figure 1 : La dimension économique des exploitations
(Source : Agreste – RGA 2010)

Dans la Drôme, 43 % des exploitations ont un potentiel de production inférieur à 25 000 € en 2010. Ces petites exploitations sont en nette diminution depuis 2000, et cette diminution est beaucoup plus marquée que pour les moyennes et grandes exploitations. Cela témoigne d'une spécialisation et d'un agrandissement des exploitations agricoles.

Concernant leur forme juridique, près de 4 exploitations sur 5 sont gérées par des exploitants individuels dans le département. Ce statut reste majoritaire, mais se réduit au profit des formes sociétaires, et particulièrement des EARL (13 %). La tendance est la même que pour les départements voisins, comme indiqué dans le tableau suivant.

Tableau 1 : Le statut des exploitations en 2010
(source : Agreste – RA 2010)

Le statut des exploitations en 2010										
(effectif)	Ain	Ardèche	Drôme	Isère	Loire	Rhône	Savoie	Haute-Savoie	Rhône-Alpes	France
Individuelle	2 980	4 092	5 070	5 328	4 535	4 744	2 267	2 207	31 223	339 872
GAEC	461	261	187	393	590	413	204	461	2 970	36 784
EARL	436	242	809	381	402	504	166	254	3 194	78 610
Autres formes	217	118	329	200	174	287	110	198	1 633	34 711
Total	4 094	4 713	6 395	6 302	5 701	5 948	2 747	3 120	39 020	489 977

Source : Agreste - Recensement agricole 2010

2. Des productions très diversifiées (Agreste)

A l'image de la région, la Drôme est riche de productions diverses implantées sur des terroirs contrastés. Vignes, vergers et élevages hors sol se concentrent en Vallée du Rhône et dans le sud du département. Ils se partagent le territoire avec les grandes cultures. Les élevages d'herbivores se situent à l'est, plus montagneux.

Plus de 60 % des exploitations drômoises sont orientées vers le secteur végétal. Les grandes cultures avec 76 500 hectares et les surfaces toujours en herbe avec 55 800 hectares représentent respectivement 37 et 27 % de la SAU du département. Malgré une chute de près de 20 % en 10 ans du nombre d'exploitations spécialisées en grandes cultures, seules les surfaces couvertes en céréales connaissent la croissance (+7 %). Les oléo-protéagineux régressent de plus d'un tiers. Les prairies temporaires doublent leur surface. Avec près de 11 000 hectares, elles devancent l'espace dédié aux prairies artificielles (trèfle, luzerne...) en retrait de près de 20 %. Pendant la même période, les surfaces en jachères régressent de moitié.

Le verger de fruits à noyau et de fruits à pépins est le grand perdant de cette décennie. Sa superficie recule d'un tiers, celle plantée de fruits à coque augmente de plus de 15 %.

Les vignobles régressent de 16 %. La SAU des vignes AOP* (plus de 14 000 ha) diminue de 15 % mais reste plus de 7 fois supérieure à celle des vignes IGP*.

La surface en plantes à parfum, aromatiques et médicinales (PPAM), emblème du département, est stable. La Drôme concentre 38 % des surfaces irrigables de la région (54 000 ha). Cette surface est en retrait de 16 % par rapport à 2000.

Le maïs est la première culture irriguée (17 000 ha) devant les céréales et les fruits (10 000 ha chacun).

En nombre d'exploitations comme en nombre d'animaux, l'élevage régresse. Avec 87 400 têtes, les ovins représentent un effectif important malgré une baisse de 11 % ; le cheptel bovin diminue de 6 %. Le secteur porcin se restructure, il subit les pertes les plus fortes avec un cheptel réduit de moitié et un nombre d'exploitations divisé par trois. Les exploitations ayant des volailles suivent cette tendance (-66 %) mais avec un cheptel réduit seulement de 7 %, le secteur avicole du département représente toujours, comme en 2000, la moitié du cheptel régional.

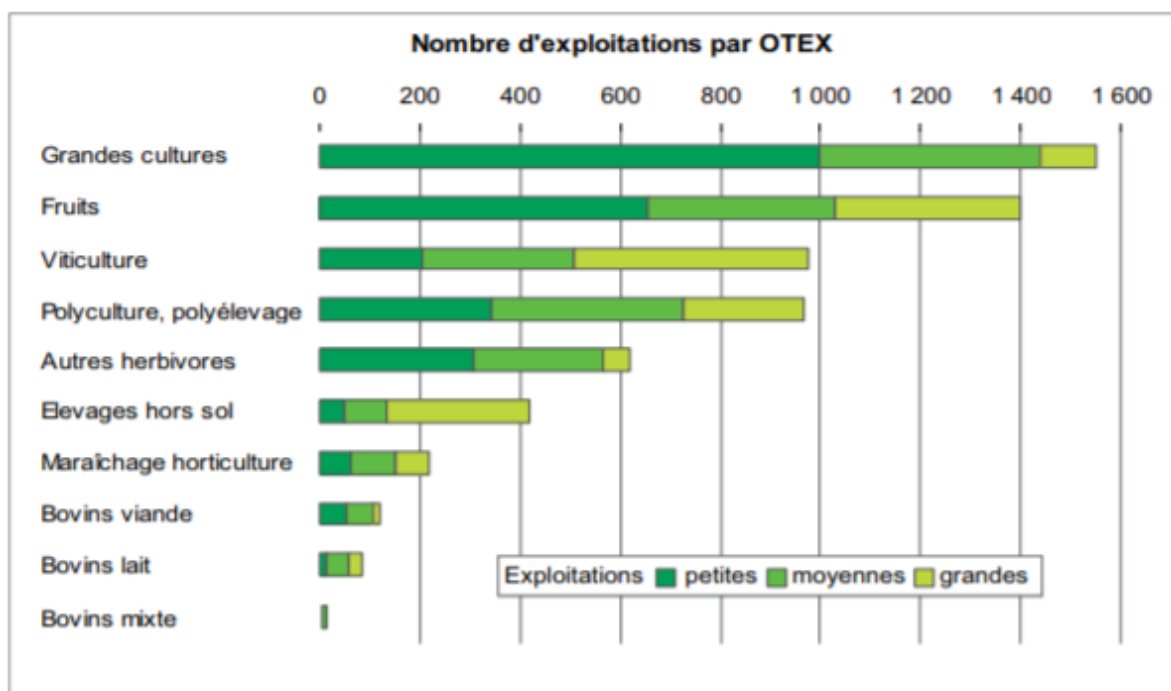


Figure 2 : Nombre d'exploitations par orientation technico-économique dans la Drôme
(source : Agreste : recensements agricoles)

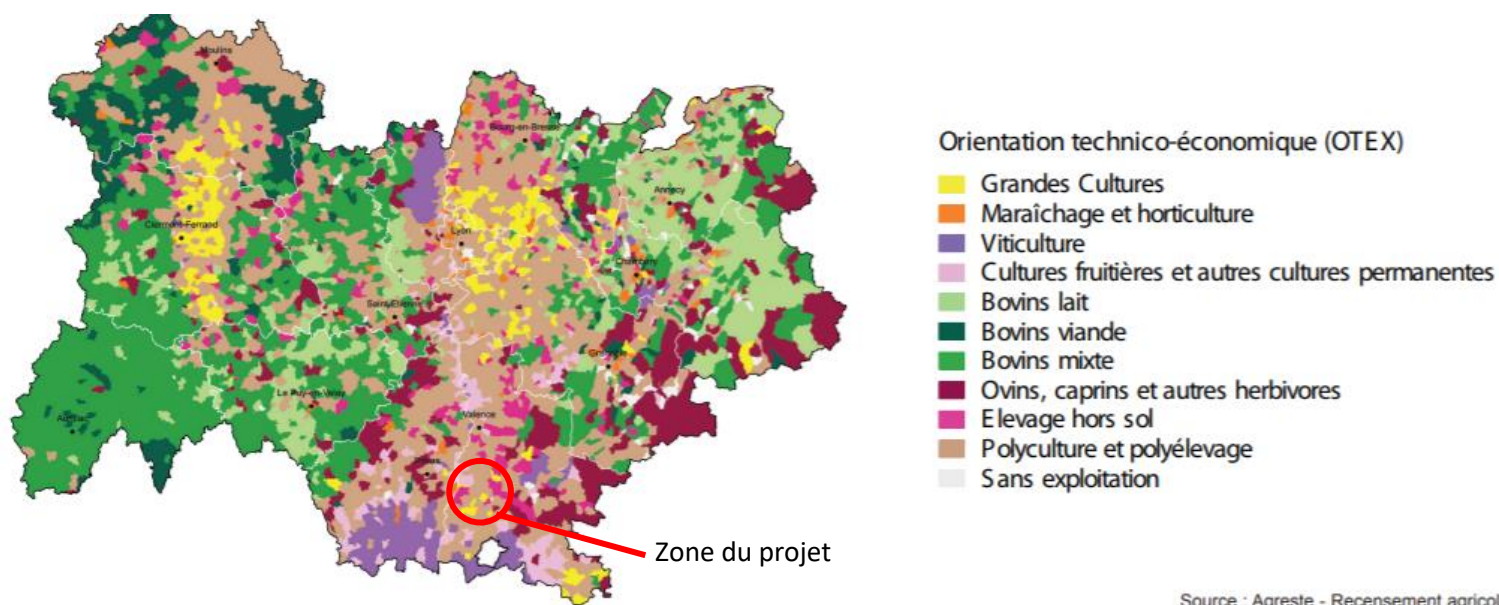


Figure 3 : Utilisation agricole du sol dominante par commune
(source : Agreste – RGA 2010)

3. Des productions sous label et certifications

Avec 13 % de sa SAU en bio, la Drôme reste le premier département rhônalpin, mais aussi le premier département français. Le nombre d'exploitations certifiées bio ou en cours de conversion a doublé en 10 ans (plus de 800 exploitations en 2010). La Drôme est le deuxième département, après

le Rhône, à produire sous signes de qualité (pour 40 % des exploitations drômoises, tous signes de qualité confondus hors bio). Le vin est, loin devant les fruits, le premier produit concerné. Plus de 400 exploitants produisent des olives et de l'huile d'appellation (AOP Nyons).

4. Développement des circuits courts

Avec près de 30 % des exploitations commercialisant au moins un produit en circuit court (vente directe ou avec un seul intermédiaire), la Drôme se situe dans la moyenne régionale pour ce mode de vente. Tous les produits sont concernés et tous les types d'exploitation. Pour près de 40 % d'entre elles, la part des produits vendus en circuit court représente plus de 75 % de leur chiffre d'affaires.

5. Evolution des cultures maraîchères

Les surfaces de production « légumes frais » occupent 2 350 ha de la SAU départementale. Bien que ces surfaces soient en diminution d'un tiers entre 2000 et 2010, et ne représentent que 1,3 % de la SAU du département, la Drôme reste toutefois le principal producteur de légumes au niveau régional.

La salade, le radis, les courges et la carotte sont les principales cultures légumières départementales. Les tomates en plein champ sont au contraire en net recul, du fait de la concurrence avec les tomates sous serres à l'échelle nationale et européenne.

La Drôme est le principal département au niveau régional pour la culture sous serres et abris hauts. Bien que le nombre d'exploitations spécialisées sous serres et abris hauts augmente légèrement entre 2000 et 2010, leur dimension économique moyenne régresse nettement : la PBS moyenne passe de 160 000 € en 2000 à 107 000 € en 2010.

Par contre, les surfaces sous serres et abris hauts augmentent dans les exploitations spécialisées en plein champ et dans les exploitations non spécialisées. Cela peut s'expliquer par l'essor des circuits courts, les serres permettant d'allonger la période de production et de diversifier la gamme des productions.

II. L'agriculture sur la commune d'Anneyron

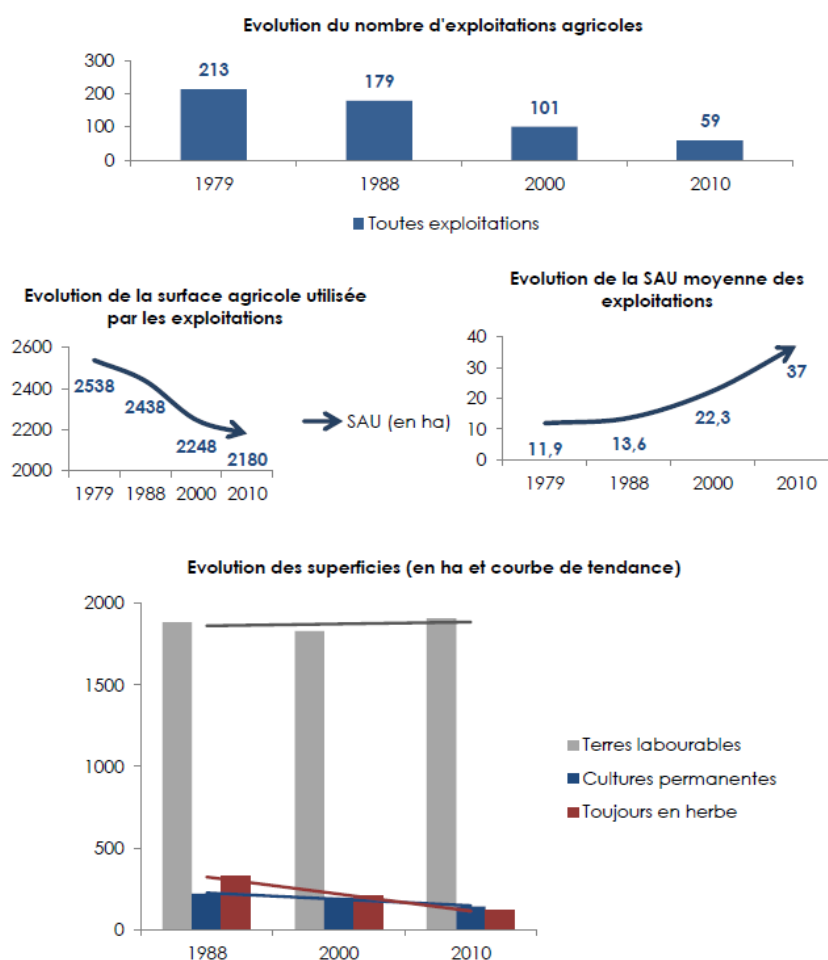
D'après le projet de diagnostic communal réalisé dans le cadre du Plan Local d'Urbanisme (PLU),
« L'agriculture constitue aujourd'hui une activité économique majeure, source d'une forte valorisation dans laquelle les circuits courts se renforcent ».

1. Données générales

La commune d'Anneyrons s'étend sur 36.86km² (soit 3686 ha). La Superficie Agricole Utilisée (SAU) représente 2 180 ha, soit 59.1 % de la superficie totale de la commune, d'après le Recensement Général Agricole (RGA) de 2010.

Les graphiques ci-dessous font état de l'évolution des principaux indicateurs de l'activité agricole entre 2000 et 2010.

Graphique 1 : Evolution des principaux indicateurs de l'activité agricole sur la commune d'Anneyron (données Diagnostic PLU d'Anneyron – RGA 2010)



Les résultats du RGA indiquent que la commune d'Anneyron compte 59 exploitations agricoles en 2010, avec une baisse de 70% entre 1979 et 2010. Depuis 2000. Les exploitations de moins de 20 hectares sont de moins en moins nombreuses : durant la période 1990-2000, les exploitations se sont agrandies (en termes de surface). La SAU a baissé de moitié entre 2000 et 2010, à l'image de ce qui est observé à l'échelle départementale, régionale et nationale. La SAU moyenne des exploitations est de 37 ha en 2010, dans la moyenne du département.

La majorité des exploitants agricoles de la commune a entre 40 et 60 ans en 2010, proportion plus forte que dans le reste du département. À l'heure actuelle, la grande majorité des exploitations du territoire (75 %) sont pérennes dans les 10 années à venir (stabilité économique ou développement de l'exploitation, reprise assurée...).

2. Orientations technico-économiques des exploitations

La commune a une vocation agricole affirmée. On retrouve différentes productions dont principalement :

- Les grandes cultures

Elles sont largement dominantes sur l'ensemble de la commune. Les productions dominantes sont les céréales : le maïs et le blé majoritairement auxquels s'ajoutent le sorgho et l'orge. Les céréales sont associées à des oléoprotéagineux comme le colza et le tournesol.

- Les productions fruitières

Les abricots sont les productions majoritaires. Les cerises, les pommes et poires sont aussi recensées. Toutefois, les vergers ont régressé ces dernières dizaines d'années :

La production fruitière assure encore un rôle de premier plan pour nombre d'exploitations anneyronnaises mais toutes ont recherché un complément de revenus dans les céréales, les cultures légumières ou les petits fruits. Les fraises, groseilles, framboises, cassis, kiwis, mûres sont cultivés sur la commune.

- Les cultures légumières

Elles concernent les tomates pour l'industrie ou pour la vente directe, mais aussi toutes sortes de légumes de plein champ : asperges, choux, aubergines, haricots, petits pois. Ces productions viennent en complément de cultures céréalières ou fruitières.

- Les surfaces herbagères

Elles sont peu étendues et ne bénéficient quasiment pas de l'irrigation. Elles couvrent une cinquantaine d'hectares et sont en diminution en lien avec la régression de l'élevage.

- Les cultures horticoles

Une entreprise horticole produit des plantes en pots sous plusieurs hectares de serres ainsi que sur une plateforme extérieure de 6 ha (culture en pots hors sol).

L'INAO recense 8 opérateurs en agriculture biologique et 3.5 ha de vignes plantées non revendiquées.

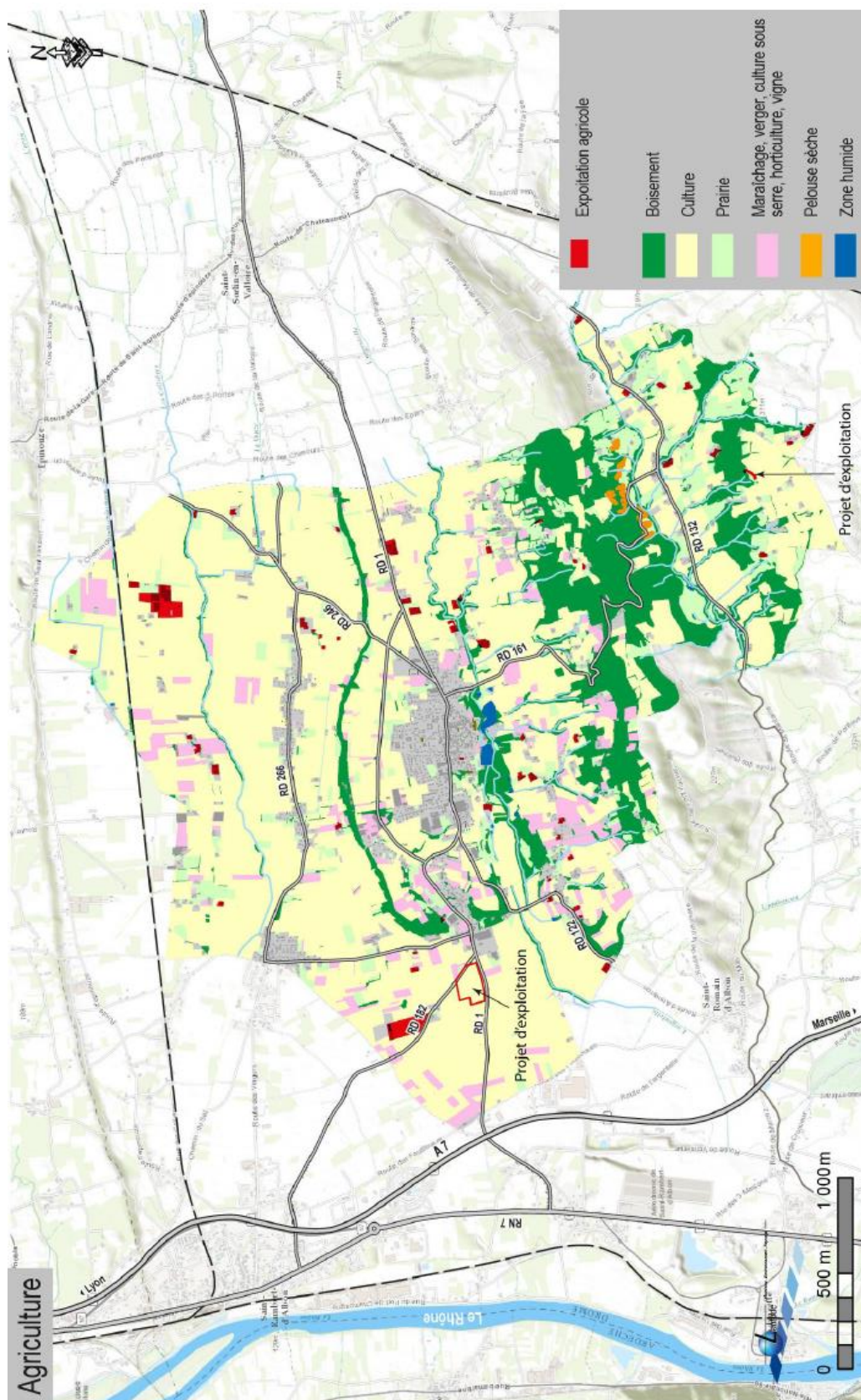


Figure 4 : Répartition des terres agricoles sur le territoire communal
(source : Diagnostic du PLU d'Anneyrons)

Le projet de serre agricole avec toiture en panneaux photovoltaïques est situé dans la partie nord de la commune, sur une zone concernée par des grandes cultures et des cultures fruitières

3. L'avenir de l'activité agricole

Le projet de PLU de la commune d'Anneyron présente les enjeux suivants pour le secteur agricole dans les années à venir :

- Le maintien du potentiel de production qui sur le territoire communal constitue une base de l'économie locale ;
- La fonction d'entretien et de valorisation du paysage ;
- La valorisation de la production agricole locale en lien avec le développement des circuits courts et les débouchés touristiques ;

L'agriculture reste donc un secteur identifié comme prioritaire à l'échelle communale pour les années à venir. Au niveau des orientations technico-économiques des exploitations agricoles, la diversification des activités reste un atout majeur pour la commune. De nouveaux modes de commercialisation ont émergé sur le territoire, et seront consolidés dans le futur. Il s'agit notamment de la vente directe, permettant aux exploitations de petite ou moyenne taille de vendre leur production à meilleur prix, et aux consommateurs de bénéficier de prix et d'une qualité de produits intéressante. Le maraîchage se prête bien à ce mode de commercialisation et la culture de plantes aromatiques et médicinales offre de nouvelles perspectives afin de permettre à l'agriculture anneyronaise d'être pérenne dans le temps et viable économiquement.



Synthèse



L'agriculture est bien présente sur la commune d'Anneyron, et bénéficie d'un dynamisme qui tranche avec l'évolution départementale et nationale. Afin de pérenniser les activités, des mutations sont en cours afin de s'adapter aux attentes du consommateur et à la concurrence internationale. Dans ce contexte, les activités de maraîchage et d'arboriculture ont un avenir certain, surtout dans une dynamique de circuits courts. Ces activités permettent de maintenir l'activité agricole locale et la vie du territoire, puisqu'elles occupent peu de surface au sol et génèrent des emplois, notamment saisonniers, qui sont non négligeables en termes économiques et de gestion du territoire. L'enjeu pour l'agriculture d'Anneyron sera la transmission des exploitations existantes aux générations futures.